

**LETTRE D'INTERPELLATION DE LA SOCIETE CIVILE GABONAISE POUR UNE
INGERENCE DEMOCRATIQUE AU GABON : LIBREVILLE, le 09 juillet 2011**

Aux présidents des Etas unis d'Amérique, et de la République Française, au Secrétaire Général des Nations Unies, au Président de la Commission de l'Union Africaine et au Président de la Commission de l'Union Européenne

C'est au nom de la démocratie, principe universel et fondement des libertés, que nous vous adressons ce cri d'alarme, cet appel au secours en faveur de notre pays le Gabon.

Comme vous le savez, le Gabon est en ruine. Une ruine généralisée provoquée par une oligarchie criminelle au pouvoir depuis près d'un demi-siècle.

Cette oligarchie politico mafieuse a organisé un pillage à grande échelle des richesses du pays et orchestrée une politique criminelle d'assujettissement, d'appauvrissement collectif d'une population réduite à la mendicité et considérablement clochardisée.

Le système oligarchique a organisé la corruption des mentalités et de la pensée : Cette entreprise est planifiée par les idéologues de pensée unique du régime criminel. Au bout du compte, le peuple noble de ce pays est de fait poussé à la résignation, à la renonciation de ses droits légitimes, bref, au désespoir.

Depuis 43 ans, le quotidien des gabonais est une véritable tragédie. Les gabonais sont privés de leurs droits fondamentaux en matière d'éducation, de santé, d'accès au logement et à un emploi décent...

Tous les indicateurs socio-économiques démontrent la situation misérable des gabonais et l'incapacité du pouvoir en place à leur offrir le minimum vital. En vérité, les dirigeants gabonais se sont enrichis en milliards de dollars au détriment des deux tiers de la

population. Ces ressources volées ont été placées dans les paradis fiscaux et les banques occidentales.

Les nombreuses reformes annoncées en grande pompe par Monsieur Ali BONGO, n'ont connu aucune matérialisation sur le terrain. Pendant ce temps, le président se ballade dans le monde entier au frais du contribuable. Ses déplacements se chiffrent en centaines de milliards de francs CFA.

Contre vents et marées, au mépris des nobles revendications des secteurs sociaux, le Président s'est acheté un palace de plus de 100 millions d'euros à paris.

Cette dépense abjecte est une véritable humiliation à l'égard du peuple gabonais.

Face ces actes ignobles par leur nature et de par leur portée, la société civile marque sa ferme désapprobation de la gestion calamiteuse du Gabon par le clan véreux au pouvoir.

La société civile s'engage devant la communauté internationale et le peuple gabonais à défendre jusqu'au bout la dignité de la personne humaine bafouée dans ce pays.

Le Gabon, comme l'Egypte de MOUBARACK et la Tunisie de BEN ALI est enchaîné, paralysé et prisonnier d'un véritable système famélique.

Comme en Egypte, en Tunisie, en Libye, en Cote d'ivoire et au Sénégal, les gabonais veulent un Etat de droit démocratique, transparent qui préserve les libertés démocratiques de ses citoyens.

Les gabonais veulent une démocratie totale, fondée sur la volonté du peuple à déterminer son avenir et construire un nouveau modèle de gouvernance.

Fort de ce qui précède, les organisations de la société civile gabonaise, appelle la communauté internationale notamment le

Gouvernement des Etats Unis, le Gouvernement français, le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union Africaine et l'Union Européenne, à exercer le droit d'ingérence démocratique au Gabon afin de permettre la tenue des élections libres, crédibles dans un environnement transparent et paisible.

Cette demande se justifie par le blocage actuel du processus démocratique dans le pays. Le clan au pouvoir refuse toute possibilité d'alternance par les élections libres et transparentes. Les instruments de régulation de la démocratie sont totalement confisqués et inféodés au régime. En 2009, suite au décès de Monsieur Omar BONGO ONDIMBA, deuxième chef de l'Etat, des élections se sont déroulées dans les conditions les plus contestables et ont consacré une succession monarchique au pouvoir à travers le fils du président défunt et le maintien du régime corrompu, oligarchique et responsable du désastre holistique de la nation gabonaise.

Dès lors, l'implication de la communauté internationale devient alors vitale car le Gabon est désormais au bord du gouffre et de l'implosion, tellement les violations des droits fondamentaux des citoyens, les frustrations incessantes du peuple par une gestion orgueilleuse de l'Etat par cette oligarchie sont devenues légion. En effet, le peuple gabonais dans sa globalité n'a plus pour désir ardent que de se libérer de la tyrannie et d'un système d'esclavage corrompu. Nous demandons le démantèlement de ce système qui écrase tout un peuple et qui déshumanise les enfants de ce pays. Certes le système a changé de tête, mais la structure politique dans son orientation idéologique et son organisation totalitaire demeure en place. C'est pour cette raison que l'ingérence de la communauté internationale au Gabon est la condition sine qua non pour éviter le chaos et l'anarchie.

Fait à Libreville, le 9 juillet 2011


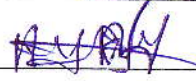


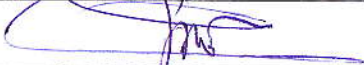

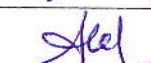




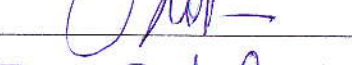
LETTRE OUVERTE POUR LE DROIT D'INGERANCE

LISTE DES SIGNATAIRES

NOM ET PRENOM	ORGANISATION	SIGNATURE
NGOMO OBAME J. Noël	SENA	
ANGOUNOU MEYE FRANCIS	CONASYSED	
NZIENGUI Joël	FESEENA	
NKO GHE Laurent	SENA	
YOUSSEUF MOUHAMED W.W.	SENA / CONASYSED	
NGOMO MARTIAL	CONASYSED	
NAFOUNBA Jean ROGER	CONASYSED	
SIMA OBAMÉ JOSEPH	SENA / CONASYSED	
Eyi ULRICH	CONASYSED	
ONDO NGUENA Benjamin	Peuple	
MEMIAGA MASLOINE	SENA / CONASYSED	
NSA ANGWE CLARISSE	SENA / CONASYSED	
MIHINDOU Serge	SENA / CONASYSED	
TRINOT GEORGES	ROLBG / PWYP	
MVE ONDO HORTENSE LESLY	SENA / CONASYSED	
MENGUE M'AZEME APHELLE	SENA / CONASYSED	









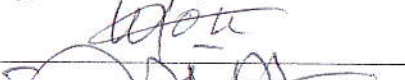


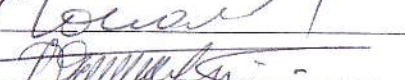



LETTRE OUVERTE POUR LE DROIT D'INGERANCE

LISTE DES SIGNATAIRES

NOM ET PRENOM	ORGANISATION	SIGNATURE
NEGHESSONO CLEHENCE	CONASYSED	
AYIVEGHE Ayoni-Tatiana	CONASYSED	
NKIE NSODO Anne-Marie	CONASYSED	
ELLA OWONO Desire	CONASYSED	
NKOBO OUDO Michel	CONASYSED	
WALKER ANGOILET Auguste	CONASYSED	
MEOZA-MINDZIGHE Rosalie	CONASYSED	
MEVIANE BIYIE DOMINIQUE	CONASYSED	
SIMABEYEMEF-SIMA H-Olivier	CONASYSED	
Raphael ZE MBENKO	CONASYSED	
MARC OUA ESSANOUÏ	Brainforrest / PWYP	
Adèle NTSAME NAONG	SENA / CONASYSED	

LETTRE OUVERTE POUR LE DROIT D'INGÉRANCE

LISTE DES SIGNATAIRES

NOM ET PRENOM	ORGANISATION	SIGNATURE
OBIANG NTE Ismaël	TU+	
ERZANG ZUE THARKOP	Nouvel Reporter / Le Temps	
ENAME Désiré	ECHOS DU NORD	
Alfred-Désiré ENCONÉ	S.N.E.E.P.S	
Fabien ERROVE NOUNOU	ECHO du nord	
Jules B'BANG DEOUNAV	S.A.E.G	
JEAN-CALVIN TOMO TONO	S NEERS	
Louis Patrick MOMBO	SENA / CONASYSED	
NGONO OBAME FERDINAND	USDS - USAP	
Lea Isabelle OZOUNEY	SYDEF / CONASYSED	
Alain Moupapa	Afrique-Horizon / RedBB	
MINLAMA Diendoum	OND	
Mouapoudi Alain	CONASYSED	
ONDO TELLA Joël	COSYNAP	
NDONG MBADINGA	CONASYSED	
MNEMBA Appolinaire	SENA	